



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT



Réunion des acteurs sur la coopération transfrontalière et le Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO (PIT)

Commission de la CEDEAO
Abuja, 18-20 mai 2009

Discours de M. Normand LAUZON

Mesdames et Messieurs,

La présente réunion est un événement très particulier pour le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Elle est, à beaucoup d'égards, l'aboutissement d'un processus entamé il y a de nombreuses années. Je voudrais, si vous le permettez, en rappeler les grands moments.

Au début de ce siècle, le gouvernement du Mali s'est tourné vers le CSAO pour lui demander de l'aider à faire progresser l'idée des « pays frontières » dont le concept avait été formulé par S.E. Monsieur Alpha Oumar Konaré, alors Président du Mali. Cette idée qui consiste à favoriser les coopérations concrètes entre les acteurs locaux vivant de part et d'autre d'une frontière, était alors peu répandue en Afrique de l'Ouest et en Afrique en général.

Nous avons accepté cette mission car elle nous semblait cadrer parfaitement avec le mandat du CSAO qui est d'accompagner les initiatives ouest-africaines dans le domaine de la coopération régionale.

Nous avons dans un premier temps appuyé l'organisation de séminaires pour réfléchir au concept et recueillir les avis d'une diversité d'acteurs. Puis nous nous sommes alliés avec une ONG, ENDA Diapol, et avons créé à trois (La Direction Nationale des Frontières du Mali, Enda Diapol et nous-mêmes) l'embryon d'un réseau sur la coopération transfrontalière. En 2003, à l'invitation de la Commission de l'UEMOA, nous avons tenu la première réunion de ce réseau dont le nom est devenu WABI (West African Borders and Intégration).

Nous avons ensuite consacré du temps à aller sur le terrain, rencontrer les élus locaux, les représentants locaux de gouvernements, les villageois, les commerçants, les producteurs agricoles, bref les acteurs locaux. Parallèlement, sous l'impulsion de la Direction Nationale des Frontières du Mali que nous avons appuyée à cet effet, d'autres gouvernements de la région ont été sensibilisés, puis se sont engagés.

En octobre 2004, ici même à Abuja, se tenait, à l'invitation de la CEDEAO, le deuxième atelier du réseau WABI. Cette réunion a été celle du dialogue entre les responsables de la CEDEAO et des représentants des acteurs locaux. Pour la première fois, un représentant des régions frontalières européennes était présent. A l'issue de l'atelier d'Abuja, la CEDEAO annonçait officiellement sa volonté de se doter d'un programme d'initiatives transfrontalières.

Bâtissant sur cet élan, le réseau WABI a, à partir de fin 2005, commencé à appuyer la naissance de projets pilotes conçus avec les acteurs locaux et portés par des structures opérationnelles ancrées localement. Ces expériences vont vous être décrites au cours de la réunion. Elles sont le socle de tout. Leurs réussites comme leurs difficultés doivent à mon avis être à la base de nos réflexions.

Puis l'Union Africaine est entrée dans le jeu et a demandé aux porteurs du réseau WABI de l'aider à formuler un programme panafricain. Ce programme est désormais opérationnel.

La Commission de la CEDEAO s'est, quant à elle, dotée des moyens institutionnels nécessaires en inscrivant la coopération transfrontalière dans son organigramme et dans son plan stratégique.

Voilà très incomplètement résumés cinq ans de travail, de succès, de contraintes et surtout d'obstination ; cinq ans qui débouchent aujourd'hui sur la récompense de cette première réunion du Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO.

Mais il faut toujours rester tourné vers l'avenir. Permettez-moi de vous soumettre quelques idées simples qui pourraient être soumises aux débats de ces trois jours de réunion. Quels sont les défis qui se présentent devant nous :

1. D'abord, il me semble que nous devons trouver ensemble la solution à un problème immédiat qui est celui du financement à court terme des opérations pilotes. L'expérience de ces dernières années nous a montré qu'il est difficile de financer une opération de coopération transfrontalière, parce qu'elle est transfrontalière. Nous devons proposer des mesures concrètes. Comment la Commission de la CEDEAO peut-elle canaliser de l'argent vers le terrain sans que les procédures soient lourdes et compliquées ? Je crois que nous sommes tous convaincus que les opérations pilotes sont le meilleur atout du P.I.T. et je suggère donc que notre rencontre s'attarde sur ce sujet brûlant.

2. Ensuite, je crois que nous devons aider la Commission de la CEDEAO à formuler une feuille de route à plus long terme dont l'objectif serait une véritable politique communautaire fondée sur un arsenal juridique et d'instruments financiers adaptés. Le chemin sera long ; c'est pour cela qu'il faut commencer tout de suite.
3. Enfin, il me semble que le nombre croissant d'acteurs impliqués appelle à une relance vigoureuse du travail en réseau. Les acteurs locaux, les élus locaux, les gouvernements, les organisations régionales, l'Union Africaine, les porteurs européens de la coopération transfrontalière, doivent être en mesure de communiquer en permanence, d'échanger des pratiques, de monter des initiatives. Je suggère donc que cette réunion soit l'occasion de dessiner ce réseau en valorisant les acquis comme les savoirs faire des uns et des autres.

Je souhaite plein succès à nos travaux et vous remercie.